



Il est urgent de sortir de l'OTAN

Par [Comita No Nato](#)

Mondialisation.ca, 22 février 2016

[Megachip](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le 20 février s'est tenue l'assemblée nationale du Comité *No Guerra No Nato* (Non à la Guerre, Non à l'OTAN), qui a validé le document que nous soumettons à votre attention ici. Ce texte synthétise un jugement extrêmement critique de la situation dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui, avec un risque de guerre toujours plus fort chaque jour. [...]

* * *

COMMUNIQUÉ DU COMITÉ « NON À LA GUERRE, NON À L'OTAN »

Nous sommes en état de guerre sur deux fronts qui deviennent de jour en jour plus incandescents et périlleux.

Tout en accusant la Russie de « déstabiliser l'ordre de la sécurité européenne », l'OTAN sous commandement US a rouvert le front oriental, nous entraînant dans une nouvelle guerre froide qui par certains côtés est plus dangereuse que la précédente. Cette guerre, voulue par Washington, a pour but de briser les rapports Russie-Union européenne nuisibles aux intérêts des États-Unis.

Alors que les USA quadruplent les financements destinés aux forces militaires en Europe, décision a été prise de renforcer la présence militaire « avancée » de l'OTAN en Europe de l'Est. Après avoir englobé tous les pays de l'ex-Pacte de Varsovie, trois de l'ex-Yougoslavie et trois de l'ex-URSS -, l'OTAN continue son expansion vers l'Est et prépare l'entrée de la Géorgie et de l'Ukraine (déjà, de fait, dans l'OTAN), en déplaçant ses bases et ses forces armées, y compris nucléaires, toujours plus près de la Russie.

Une telle stratégie représente une menace croissante également pour l'Europe. L'Ukraine, où les formations néonazies ont été utilisées par l'OTAN lors du putsch de l'Euromaidan, est devenue le centre de recrutement des néonazis pour toute l'Europe. Ces éléments une fois formés par les instructeurs de la 173e division aéroportée en provenance de Vicenza sont renvoyés dans leur pays munis du « laissez-passer » de leur passeport ukrainien. Il se crée ainsi les bases d'une nouvelle organisation paramilitaire secrète de type « Gladio ».

Les USA et l'OTAN préparent d'autres opérations sur le front méridional, en lien étroit avec celui oriental. Après avoir fait semblant pendant des années de combattre l'EIL et d'autres groupes, en leur fournissant secrètement des armes via la Turquie, les USA et leurs alliés demandent aujourd'hui un cessez-le-feu pour « raisons humanitaires ». La raison en est simple : les forces gouvernementales syriennes appuyées par la Russie sont en train de libérer toujours plus de portions du territoire syrien jusqu'ici occupées par l'EIL et d'autres formations, qui reculent également en Irak.

Dans le même temps, l'OTAN renforce son soutien militaire à la Turquie, qui avec l'Arabie saoudite, vise à occuper une partie du territoire syrien proche de la frontière. C'est dans ce but que l'OTAN, sous le couvert officiel de contrôler le flux de réfugiés (résultat de la guerre USA/OTAN) déploie en Mer Égée ses navires de guerre du 2e groupe naval permanent, qui vient tout juste de terminer une série d'opérations d'entraînement avec la marine turque.

C'est aussi la raison du déploiement des avions-radars AWACS, véritables centres de commandement volants pour la gestion des zones de guerre.

C'est dans ce même contexte stratégique que s'inscrit l'opération, emmenée en théorie par l'Italie, mais pilotée en réalité par les USA à la tête de la « coalition » qui s'apprête à envahir la Libye pour occuper les zones côtières, les plus importantes stratégiquement et économiquement, sous le prétexte officiel de les libérer des terroristes de l'État islamique (EIL). Une nouvelle guerre USA/OTAN se prépare, après celles de l'Irak en 1991, la Yougoslavie en 1999, l'Afghanistan en 2001, l'Irak en 2003, la Libye en 2011, la Syrie en 2013, toutes accompagnées de formations terroristes comme l'EIL, pièces essentielles dans cette stratégie.

Cette opération a été mise en point par les États-Unis, en concertation non pas avec l'Union européenne (UE), parfaitement inexistante comme entité unitaire, mais avec les grandes puissances européennes que sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Des puissances qui, souvent concurrentes entre elles ou avec les USA, se rejoignent et unissent leurs efforts lorsqu'il s'agit de leurs intérêts fondamentaux.

Aujourd'hui, 22 des 28 pays de l'UE, avec plus de 90% de la population de l'Union, font partie de l'OTAN, qui est reconnue par l'UE comme « fondamentale pour la défense collective ». Le commandement est toujours US : le commandant suprême allié en Europe est nommé par le président des États-Unis, et tous les hauts postes de commandement-clefs de l'OTAN sont aux mains des USA.

Rappelons à ce propos l'orientation stratégique énoncée par Washington au moment de la dissolution du Pacte de Varsovie et du démantèlement de l'URSS : « Les États-Unis restent le seul État avec une force, une portée et une influence en toutes dimensions – politique, économique et militaire – réellement mondiale. Il n'existe aucun substitut au leadership américain. Il est fondamental de conserver l'OTAN comme canal d'influence et de participation étasunienne aux affaires européennes, en interdisant la création de dispositifs purement européens qui nuiraient à la structure de commandement de l'Alliance. »

On ne peut pas imaginer construire une Europe différente sans se libérer de la domination et de l'influence que les USA exercent sur l'Europe, directement ou par l'intermédiaire de l'OTAN.

Aussi parce que l'avancée USA/OTAN vers l'Est et le Sud concerne déjà la région Asie-Pacifique, avec pour objectif final la Chine, qui est en train de se rapprocher de la Russie. C'est l'ultime tentative des États-Unis et des autres puissances occidentales pour maintenir leur suprématie économique, politique et militaire, dans un monde où les 1% plus riches possèdent plus de la moitié de la richesse globale, et dans lequel apparaissent de nouveaux acteurs sociaux et étatiques qui pressent pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

Cette stratégie agressive a provoqué une hausse considérable des dépenses militaires mondiales, entraînées par celles des USA, qui sont remontées en valeur réelle, au niveau de ceux de la Guerre froide : presque 5 milliards de dollars par jour. La dépense militaire italienne se situe en 12e position, avec

pratiquement 85 millions par jour. Un gigantesque gâchis de ressources, soustraites aux besoins vitaux des populations.

Dans ce contexte, la position de l'Italie est particulièrement grave : déjà emprisonnée dans la nasse des bases de l'OTAN sous commandement US, elle se voit transformée en plateforme de lancement pour toutes les guerres USA/OTAN sur les fronts orientaux et méridionaux. De plus, violant le Traité de non-prolifération, l'Italie est utilisée comme base avancée des forces nucléaires étasuniennes en Europe, qui sont d'ailleurs sur le point d'être renforcées par l'arrivée des bombes B61-12 destinées à la « première frappe nucléaire. »

Pour sortir de cette spirale guerrière à l'issue catastrophique, il est vital de construire un puissant et vaste mouvement pour sortir l'Italie de l'OTAN, pour une Italie libérée de la présence des bases militaires étasuniennes, pour une Italie souveraine et neutre, pour une politique étrangère basée sur l'article 11 de la Constitution, pour une nouvelle Europe indépendante qui contribue à des relations internationales basées sur la Paix et le respect réciproque, et à la justice économique et sociale.

Rome, le 20 février 2016

Source : [Megachip](#), traduction Christophe pour [ilFattoQuotidiano.fr](#)

La source originale de cet article est [Megachip](#)
Copyright © [Comita No Nato](#), [Megachip](#), 2016

Articles Par : [Comita No Nato](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca